

Kagame, le nouvel ami encombrant du Président Macron



Article rédigé par Roland Hureaux, le 13 juillet 2018

La vérité d'un homme ne se montre parfois qu'aux initiés qui connaissent la portée de certains gestes. L'engouement récent d'Emmanuel Macron pour un personnage aussi trouble que le président du Rwanda, Paul Kagame, détonne singulièrement par rapport à l'image de modéré, libéral, défenseur des droits de l'homme qu'il se donne par ailleurs. Les événements qui se sont produits au Rwanda depuis 1990 sont mal connus des Français lesquels, non sans un zeste de racisme, trouvent normal que les Africains se massacrent entre eux et ne se préoccupent pas de rechercher qui est responsable de quoi.

Qui est Kagame ?

La meilleure manière d'appréhender en termes simples les événements du Rwanda est de se référer à Aristote :

« Dans les oligarchies, c'est la masse des citoyens qui se soulève, comme étant victimes d'une injustice du fait que leur part n'est pas égale à celle des autres, dont ils se considèrent pourtant les égaux, alors que dans les démocraties, au contraire, ce sont les notables qui se révoltent, parce que leur part est seulement égale aux autres alors qu'ils ne se considèrent pas comme leurs égaux. » (Politique V,3).

La révolte de la masse, c'est ce qui s'est passé au Rwanda en 1961, celle des notables, ce qui s'y est passé à partir de 1990. Très ancien royaume africain où, depuis des siècles, une minorité d'éleveurs-guerriers, les Tutsis (environ 10 % de la population en 1990, moins aujourd'hui), dominait une majorité de cultivateurs bantous (houtous^[1]), le Rwanda a vu à l'indépendance en 1961, la majorité prendre le pouvoir, par application de la règle démocratique, le tiers environ des anciens maîtres tutsis s'exilant en Ouganda ou en Europe (où ils constituent un lobby puissant). A partir de 1990, l'un de ces exilés, Paul Kagame a entrepris, à partir de l'Ouganda voisin, de restaurer le pouvoir de la minorité tutsie avec une armée d'exilés (Front patriotique rwandais) bien équipée par les Anglo-Saxons. Le 6 avril 1994, l'avion transportant les deux présidents houtous du Rwanda et du Burundi était abattu sur ordre de Kagame, selon des témoignages aujourd'hui irrécusables^[2] : affolés, les Houtous en déroute se mirent à massacrer la minorité tutsie restée dans le pays, ce qui n'empêcha pas la victoire totale de Kagame. Ces massacres du Rwanda du printemps et de l'été 1994 ont fait entre 500 000 et 800 000 morts, probablement en majorité tutsis bien que l'armée de Kagame ait aussi massacré beaucoup de houtous au fur et à mesure qu'elle avançait dans le pays.

Une fois la capitale Kigali prise, cette armée partit très vite au Congo voisin à la poursuite des houtous en fuite, qualifiés, de « génocidaires » - même les enfants pas encore nés au moment des faits ! Selon le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations-Unies^[3], ces opérations de représailles ont entraîné la mort de 4 millions de personnes, rwandais houtous réfugiés ou congolais, non seulement dans la province frontalière du Kivu mais dans tout le Congo ex-belge. Les troubles qui se produisent aujourd'hui au Kasai en sont la suite.

Kagame a certes sauvé du massacre une petite partie des congénères tutsis encore en vie à l'intérieur du Rwanda, la seule chose que retient la communauté internationale dûment désinformée. Il n'en porte pas moins une responsabilité écrasante pour l'ensemble de la tragédie : en envahissant le pays sans aucune légitimité autre que d'appartenir à l'ancienne élite, ce qui est la cause première de tous les événements, en massacrant les houtous au fur et à mesure de son avancée dans le pays, en abattant l'avion des deux présidents, attentat qui a déclenché les premiers massacres et en opérant des massacres de représailles bien plus graves encore au Congo.

On peut dire que Paul Kagame est au total le responsable direct ou indirect de la mort de près de 5 millions de personnes.

Il faut ajouter que depuis vingt-cinq ans qu'il est au pouvoir, Kagame a pris la France pour cible : sa prise de pouvoir avait déjà signifié pour notre pays la perte de toute influence dans la région des Grands lacs et même au Congo-Kinshasa (ex-Zaïre) ; il n'a cessé d'accuser de complicité de crime les soldats français de l'opération Turquoise arrivée au Rwanda en juillet 1994 sur mandat de l'ONU pour tenter de limiter les dégâts, accusation sans aucun fondement. Il a remplacé le français par l'anglais comme langue officielle et adhéré au Commonwealth.

« Poignez vilain, il vous oindra »

Voilà le sinistre personnage auquel le président Macron a déroulé le tapis rouge à l'Elysée le 23 mai 2018. Il est allé plus loin : la France soutient officiellement la candidature au secrétariat général de l'Association des pays francophones d'une proche de Kagame, Louise Mushikiwabo, ministre des affaires étrangères du Rwanda, ce dont seul Mélenchon s'est ému, en termes d'ailleurs très modérés si l'on considère l'énormité de la chose. Il est clair que pour ceux qui connaissent les dessous de l'affaire, soit tous les Africains, Macron met la France dans la position humiliante du vilain : « poignez vilain, il vous oindra. »

Comment ne pas être confondu devant tant de servilité vis-à-vis d'un roitelet africain qui aurait dû depuis longtemps être traduit devant la Cour pénale internationale ?

Il est vrai que, dès le début de son opération de reconquête, Kagame a reçu le soutien des principales puissances occidentales (à l'exception de la France de Mitterrand) : les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Belgique, l'ancienne puissance coloniale, l'Afrique du Sud.

Il est vrai aussi que Kagame est un grand corrupteur connaissant les moyens de s'acheter les soutiens inattendus : si le Rwanda, surpeuplé, n'a guère de ressources, il contrôle désormais le Kivu, province voisine du Congo d'une fabuleuse richesse en métaux rares.

Nicolas Sarkozy était allé jusqu'à visiter le Rwanda de Kagame, y compris le musée dénonçant les prétendus crimes de la France^[4]. Mais son ignorance des questions africaines, dont avait témoigné son ridicule discours de Dakar, pouvait passer pour une excuse.

Hollande, seul, n'est pas tombé dans le piège : bien informé, lui, il a ignoré Kagame pendant cinq ans.

Mais aucun de ces trois présidents n'a daigné prendre la défense de l'armée française injustement accusée comme ils en avaient le devoir.

Qu'est-ce qui motive Macron dans cette affaire scabreuse ? L'ignorance ? On a du mal à le croire. L'obéissance aveugle à l'ordre occidental dont Kagame est, depuis le début (comme lui), le poulain et dont il adopte les yeux fermés la version tronquée des faits ? Le souci de flatter un personnage désormais influent en Afrique ? Ou bien quelque fascination plus secrète qui témoignerait du côté sombre du président français ?

Kagame, grâce au soutien des puissants de ce monde, est aujourd'hui à son zénith. Il n'est pas sûr qu'il gagne à se trouver ainsi exposé, ses soutiens non plus.

Roland HUREAUX

^[1] Nous avons volontairement francisé l'écriture de ces noms.

^[2] Notamment ses proches d'alors devenus dissidents, du moins ceux qui n'ont pas été assassinés pour les empêcher de témoigner.

^[3] http://cec.rwanda.free.fr/documents/doc/rapportONU/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_FR.pdf

[\[4\]](#) Il est possible que cette visite humiliante, qui lui avait fait perdre le soutien de l'armée, ait contribué à lui coûter sa réélection.